



Presse Internationale

mensuel – n°50 – juillet-août 2007 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

LA RESISTANCE LIBANAISE MET LA FINUL EN ALERTE !



**Impérialisme
belge :**

Afghanistan,
Liban,
Kosovo
et ailleurs

p.16

Sans-papiers : p.5

Une manif
Un débat
Une victoire

Elections fédérales :

L'heure des bilans
pour la gauche p.3

Aussi dans ce numéro :

Edito :

Un défi pour la gauche de la gauche p.2

Palestine :

La trahison du Fatah p.8

Venezuela :

Fermeture de RCTV et liberté de presse p.12

Campagne :

Pour le retrait des troupes impérialistes UE p.19

Solidarité :

Syndicalistes espagnols libérés p.20



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Un défi pour la gauche de la gauche

Il est commun parmi les partis de la gauche radicale en Belgique d'entendre dire qu'il manque aux travailleurs un relais politique au parlement, une représentation progressiste, et que l'activité militante doit combler ce vide à gauche du PS et d'Ecolo. Des réflexions comme « *et si seulement on avait un député...* » expriment la crise existentielle d'une gauche marginalisée, nostalgique d'un passé plus glorieux, et qui peut en arriver à concevoir son activité uniquement pour sauver son propre appareil.

Pour Lénine, la participation à une campagne électorale ou un mandat parlementaire devaient être au service des luttes ouvrières, en même temps qu'il fallait dénoncer ce parlement comme institution de la bourgeoisie, dans lequel on ne pouvait avoir aucune confiance. Nous nous opposons aux illusions parlementaristes et à la déviation électoraliste qui s'en suit.

D'autre part, les travailleurs ont besoin de leur propre parti politique. Toutefois, des formations politiques de gauche en Europe, comme Izquierda Unida en Espagne ou le Socialistische Partij aux Pays-Bas, sont avancées comme des exemples à suivre de manière consensuelle par les partis de la gauche de la gauche en Belgique, et nous ne sommes pas du tout d'accord avec cela. Il est notable qu'aucune d'entre elles n'ait fait de critique à Rifondazione Comunista en Italie, figure de proue de ce type d'organisations, qui participe à la coalition gouvernementale depuis 2006 (avec son ministre de la Solidarité sociale, Paolo Ferrero), sous prétexte qu'il ne faut pas laisser tomber le gouvernement de Romano Prodi, qui serait « de gauche ». Mais n'a-t-il pas adopté les budgets de guerre et soutenu la construction de la base américaine à Vicenza, répudiée par une mobilisation de masse. Tout en ayant l'ambition de fédérer de manière large des forces militantes, ces organisations n'ont d'autre programme que de plonger, dès qu'elles en ont la possibilité, dans un gouvernement de la bourgeoisie, pour la gestion et le statu quo de l'Etat capitaliste.

Comme Trotskyistes, nous nous proposons la tâche d'aider à la construction de l'organisation politique indépendante de la

classe des exploités et opprimés, comme seule issue conséquente pour en finir avec le capitalisme. Ce pourquoi nous nous opposons à toute participation dans un gouvernement de la bourgeoisie, à toute collaboration de classes.

Il y a toutefois une autre collaboration de classes, bien plus importante encore que celle des partis de la gauche de la gauche. Le gouvernement et ses partis politiques ont toujours été fondamentalement au service du patronat, mais sur le terrain des luttes quotidiennes et syndicales, ils ont un allié redoutable, la direction des organisations des travailleurs. Les plans, les pactes et les accords gouvernementaux paraissent légitimes dans la mesure où ils peuvent se négocier avec ces « partenaires ». Les syndicats sont devenus des institutions de co-gestion de l'Etat et leurs directions bureaucratiques sont essentielles pour maintenir la « paix sociale ».

Pour nous, il s'agit, surtout dans ce domaine, de s'opposer catégoriquement à cette collaboration de classe. La lutte contre la bureaucratie syndicale est devenue la pierre angulaire des combats de la classe ouvrière.

Le besoin de l'union de la gauche, « à gauche du PS et Ecolo », est une nécessité réelle de notre classe. Mais il ne s'agit pas de faire valoir un principe d'unité sur une base vide, sans programme, ou de fédérer des partis en voulant effacer les divergences et le contenu politique. L'unité se construit dans la lutte concrète de tous les jours, et sur la base du rejet systématique de la collaboration de classes, en particulier, en dénonçant la bureaucratie syndicale. La Ligue Communiste des Travailleurs appelle vivement à l'unité d'action tous les partis et militants sur des accords minimaux, dès lors qu'ils s'engagent sur le terrain de la lutte pour se mettre au service des besoins de notre classe. C'est également sur ce terrain que nos divergences pourront s'éclaircir.

**Aucune confiance
dans le gouvernement !**

**Récupérer nos syndicats
contre la bureaucratie !**

**Unité dans la lutte concrète
de tous les jours !**

L'heure des bilans pour la gauche

Du scrutin du 10 juin, on retiendra la défaite de la social-démocratie, le MR qui devient le premier parti en Wallonie, la montée des verts et de la démocratie chrétienne, qui devient le premier parti en Flandre, une relative stabilisation de l'extrême droite et, sans surprise, la gauche radicale qui reste marginale... Reynders a été informateur, Dehaene « médiateur », pour préparer l'entrée en scène de Leterme et, un mois plus tard, la formation du prochain gouvernement fait toujours la Une.

Ce que l'on retiendra aussi des « débats » c'est cette effervescence de deux thèmes centraux : les « affaires » de Charleroi et la réforme de l'Etat. Rien n'a été dit sur la première application du « pacte de solidarité » suite à la grève de VW Forest, ni sur le droit de grève, ou sur l'intervention de l'armée belge au Liban ou en Afghanistan... Rien sur le fond des problèmes réels des travailleurs, rien que du spectacle. Il y a eu un semblant de petit suspense entre Daerden et Reynders, une petite guéguerre entre le PS et le MR, pour nous faire entendre qu'il y a soi-disant un désaccord idéologique.

Dans ce contexte, le SP.a en est arrivé à dire que même dans l'opposition il soutiendrait la réforme de l'Etat. On peut donc se demander pourquoi encore voter pour des suiveurs, même à « gauche », alors que d'autres se disent au moins clairement « anti-wallons ». Du côté francophone, le PS a remis sa défaite sur les scandales carolos et les multiples casquettes de son président, mais ils cherchent une fois de plus une solution facile, en fuyant le véritable débat. La défaite du PS est beaucoup plus profonde, après avoir participé pendant deux décennies au gouvernement.

Les sociaux libéraux du PS

Traditionnellement, le Parti socialiste a servi à la bourgeoisie pour désamorcer les mobilisations des masses. Les premières années après la guerre, la bourgeoisie a confié pendant quelques années les rennes du pouvoir au Parti Socialiste, qui a eu le précieux soutien du Parti Communiste pour détourner toute velléité révolutionnaire des travailleurs vers des « solutions » qui ne mettaient pas en cause le capitalisme. Passé ce cap, la Belgique a été gouvernée traditionnellement par la démocratie chrétienne, tantôt seule, tantôt en coalition avec les socialistes, tantôt avec les



libéraux.¹ La dernière de ces coalitions, avec les socialistes, a duré dix ans. En 1999, Di Rupo exigeait de mettre fin aux mouvements de grève avec le prétexte que « sinon, viendraient les libéraux », mais les libéraux sont venus, et le « socialiste » Di Rupo n'avait aucun scrupule pour les accompagner dans le gouvernement, reléguant son ancien partenaire de la démocratie chrétienne dans l'opposition.

Actuellement, les partis « socialistes » ne sont même plus ce Parti Ouvrier Belge réformiste d'antan, ni le parti de Van Acker, qui pouvait mobiliser les travailleurs autour d'un projet de réformes après la guerre. Si Di Rupo et la social-démocratie revendiquent encore la Deuxième Internationale, c'est en compagnie de Blair du « New Labour » en Angleterre, de Schröder de la SPD en Allemagne, du Parti Libéral colombien, d'Action Démocratique, le parti putschiste de Venezuela, du Parti Républicain du Peuple en Turquie, le parti des chefs de l'Armée. Les partis de Di Rupo, de Van Cauwenbergh et de Vande Lanotte sont devenus des partis bourgeois comme les autres, appliquant le pro-

gramme libéral, et de moins en moins considéré par les travailleurs comme « leur » parti. On donnera peut-être encore rendez-vous dans la « Maison du peuple » pour rencontrer un syndicaliste ou organiser les élections internes au parti, mais ces locaux ne se différencient que de ceux d'à côté par leur histoire passée, et n'organisent plus la classe ouvrière. D'ailleurs, comment le « socialiste » Willy Claes, qui siège dans le Conseil d'Administration de Carrefour, va-t-il s'arranger pour défendre les travailleurs contre la fermeture de 16 magasins de cette enseigne ? Comment le « socialiste » Guy Quaden, gouverneur de la Banque Nationale de Belgique, va-t-il unir la confiance que déposent en lui les capitalistes avec l'intérêt des travailleurs ?

L'illusion parlementariste

L'espoir que tel ou tel député va oeuvrer pour faire barrage contre le démantèlement des acquis sociaux, plutôt que de s'intéresser à son poste dans les rouages de l'administration bourgeoise, reste forte. Mais les travailleurs n'ont pas de préférence pour les « socialistes ». Ils

s'adressent indistinctement - et en vain - à l'informateur du MR comme aux chefs du CdH ou du CD&V ou du PS et leurs congénères en Flandre, afin d'obtenir un rendez-vous, de formuler un souhait ou d'obtenir un « geste » de la part du futur gouvernement. Entre-temps, Reynders présente le résultat de ses 450 rencontres au roi, et la dispute entre différentes versions de domination de classe continue, avec la perspective de retourner à la normale : une coalition orange-bleu dirigée par la démocratie chrétienne, qui est même suffisamment à droite elle-même pour ne pas à voir à se soucier du Vlaams Belang.

Comme échantillon, voici le programme Orange-Bleu pour les sans-papiers² :

1. Réfléchir à ouvrir le marché belge de l'emploi à une certaine immigration économique, en concertation avec les partenaires sociaux, dans la perspective des décisions qui seront prises au niveau européen.

2. Régulariser certaines catégories d'illégaux, moyennant des conditions strictes, à condition de rapatrier ceux qui ne seront pas régularisés.

Autrement dit, les travailleurs sans papiers sont bien considérés comme au service des besoins du capital.

La lutte continue

Entre-temps, les luttes des travailleurs continuent, même si elles ne trouvent pas de place dans les journaux, occupés par les affaires « institutionnelles ». La menace de fermeture de bureaux de poste continue, au profit d'une privatisation imminente. Et les travailleurs s'y opposent. Les actionnaires de la multinationale Carrefour exigent la fermeture de 16 magasins intégrés et leur remplacement par des filiales franchisées, avec des conditions de travail réduits à la baisse et les profits revus à la hausse. Et les travailleurs s'y opposent. Après Ford et VW, c'est le tour à Opel de « restructurer », mais la bureaucratie syndicale s'arrange avec le gouvernement pour

que « tout ce passe bien », bien pour les ténors de l'industrie automobile, évidemment, même si quelques riches directeurs avec des parachutes en or s'insurgent contre les « indemnités exagérées ».

Quelle alternative ?

Lors de ces élections, différentes formations de la gauche radicale se sont présentées. Toutefois, en dépit de l'effort engagé d'une jeune génération de militants dévoués, cela ne représente, dans son ensemble, qu'un phénomène marginal, approchant tout au plus 1% pour le PTB, voire quelques pourcents dans l'entourage immédiat de l'influence d'une maison médicale ou d'une campagne localisée dans une commune.

Il y a trente ans, quand la crise chronique du capitalisme a donné lieu à l'éclatement des partis bourgeois et que des formations « communautaires » sont apparues, une opposition contre les partis traditionnels, orientée sur des thèmes écologiques, prend son essor dans les manifestations massives contre l'armement nucléaire. Mais cet élan a vite été intégré dans les rouages du système, même si encore aujourd'hui, le parti Ecolo est considéré - à tort - comme alternative par un secteur de la population.

Une vraie alternative pour l'organisation de notre classe, comme celle qui commençait à s'organiser dans l'époque entre les deux guerres autour de militants prolétaires trotskystes, n'a jamais pu prendre forme.

Ce n'est toutefois pas le besoin qui manque !

Une initiative prometteuse a eu lieu lors des élections européennes de 1999 avec la liste DEBOUT. En dépit de l'opposition du PC, qui présentait sa propre liste, DEBOUT dépassait les 2%. C'était une liste de travailleurs, qui puisait son inspiration dans une grande lutte, celle des Forges de Clabecq. Malgré l'opposition des partis de la gauche radicale de formuler un programme politique, elle en avait un : l'organisation des travailleurs pour la lutte. Et elle incarnait dans son histoire une lutte tenace contre la bureaucratie syndicale.

Quatre ans plus tard, une initiative si-

miltaire, centrée autour de candidats qui avaient dirigé des luttes, a donné un nouvel espoir : la Liste Maria.

Cette orientation n'a toutefois pas eu de continuité, et l'intérêt dans la gauche radicale « pour avoir un député » a de nouveau pris le dessus sur la campagne pour une organisation indépendante des



travailleurs.

Il n'y a pas de raccourci facile pour la construction de l'organisation indépendante de notre classe. L'expérience avec les verts dans notre pays, et les expériences dans d'autres pays européens, comme la Socialistische Partij aux Pays Bas, Izquierda Unida en Espagne, Rifondazione Comunista en Italie, Linke Partei en Allemagne, nous montrent un chemin qui termine dans les méandres de l'appareil de soutien à la bourgeoisie, un chemin à ne pas suivre.

Le principal obstacle à l'organisation indépendante des travailleurs dans notre pays se trouve... à l'intérieur même de leurs organisations syndicales : une bureaucratie qui sert de façon exemplaire les intérêts de nos ennemis, en désamorçant les luttes, en divisant les travailleurs.

La grande tâche pour la gauche radicale n'est pas d'avoir un député « à nous », mais de soutenir concrètement les luttes et de combattre, dans ces luttes, le frein impitoyable de la direction bureaucratique. Dans ce combat naîtra l'organisation indépendante de notre classe, une organisation qui fait cruellement défaut.

¹ La brève exception du gouvernement du « socialiste » Leburton, janvier 1973 - avril 1974, aussi dans un moment de crise, ne fait que confirmer la règle.

² Le Soir, 05/07/2007

Des milliers se sont mobilisées pour la régularisation



Les organisations syndicales ont appelé et soutenu cette mobilisation, ce qui a contribué à en faire un succès. Cependant, beaucoup se demandaient si les syndicats n'auraient pas pu davantage mobiliser les travailleurs belges, ou plus efficacement. De toute façon, leur présence et l'appel qu'ils ont fait, est déjà une victoire du mouvement, qui s'organise et intensifie ses luttes ces dernières années !

Une réflexion s'impose toutefois sur les mots d'ordre de la manifestation, de la part des principaux organisateurs.

Pour le Forum Asile Migration (FAM), il ne s'agit pas de demander une régularisation massive, ni l'arrêt des expulsions ou la fermeture des centres fermés, mais plutôt des critères clairs et permanents de régularisation, une exigence plus « réaliste » selon Frédérique Mawet, directrice du FAM (Le Soir, 18/06). Pour nous, des « critères clairs » de régularisation, cela veut dire en première instance, définir qui sera **exclu** de la régularisation.

Nous n'acceptons pas une « réalité » qui continue à discriminer des immigrés parce qu'ils sont dits « illégaux ». C'est pourquoi l'UDEP doit reprendre son mot d'ordre initial : **la régularisation de tous les sans-papiers**, quelle que soit leur origine et leur situation, afin de lutter ensemble, pour tous, dans

Ce 17 juin, 8.000 personnes venues des quatre coins du pays ont manifesté à Bruxelles pour la régularisation des sans papiers. Cette importante mobilisation prouve non seulement que ce secteur reste mobilisé, mais aussi que de nombreux « réguliers » s'engagent concrètement, et que, derrière eux, beaucoup d'autres sont prêts à soutenir les sans-papiers dans leurs revendications.

Un cortège de l'Union de Défense des sans Papiers (UDEP) était présent dans la rue, une fois de plus, pour rappeler sa détermination à lutter pour la régularisation.



un combat ou chaque droit acquis, chaque libération, chaque régularisation est une victoire qui renforce le mouvement !

Ce qui est réaliste pour nous, est que, en dernière instance, seule la mobilisation et les actions du mouvement des sans-papiers et de leurs soutiens ont apporté, apportent et pourront apporter des victoires, mêmes minimales.

**Arrêt des expulsions !
Suppression des centres fermés !
Régularisation inconditionnelle de toutes les
« catégories » de sans papiers !**



Le 27/06/07, un « Collectif d'avocats » publie dans Le Soir:

1. *Il faut régulariser les sans-papiers !*
2. *Il y eut les esclaves, les parias, les serfs, les Indiens sans âme, tous les damnés de la terre... Et un jour une lumière : « Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. »*
3. *Il ne s'agit pas de réaliser une régularisation « massive », au sens où tout le monde serait régularisé*

C'est-à-dire que certains esclaves doivent rester esclave, certains parias doivent rester paria, certains damnés de la terre doivent le rester... Logique d'avocat ? En tout cas pas la logique des sans-papiers.

Un débat qui suscite l'intérêt des travailleurs sans papiers



Une cinquantaine de personnes étaient présentes ce 27 juin dernier à la conférence organisée par la Commission Syndicale de l'UDEP-Bruxelles. Dans le public, beaucoup de travailleurs sans papiers étaient présents et expliquaient les situations dans lesquelles ils doivent survivre : « Si ton patron te propose de travailler pour 5 euros, tu l'accepte, car tu n'a rien d'autre et il faut bien vivre ! » Cette situation de semi esclavage est rendue possible par l'Etat qui refuse de donner des papiers à des milliers de travailleurs immigrés, les plongeant ainsi dans l'illégalité et donc dans la sur-exploitation.

Beaucoup de questions étaient adressées à Jésus, militant à la CSC, concernant la syndicalisation et le soutien apporté par les syndicats. En effet, la syndicalisation des travailleurs sans papiers est une victoire de leur lutte, une victoire de leur organisation : l'UDEP. Mais beaucoup se demande dans quelle mesure les syndicats peuvent résoudre leurs problèmes immédiats et satisfaire

leur demande pour défendre leurs droits au travail, d'empêcher les arrestations, les enfermements et les expulsions. Car, comme le soulignait Sabine de l'Organisation pour les Travailleurs Immigrés Clandestins (ORCA), les travailleurs « clandestins » et/ou « au noir » ont des droits. Avec l'aide des organisations syndicales, toute la question est de savoir comment défendre ces droits.

Le fait de s'organiser en tant que travailleurs sans papiers est déjà un premier pas important pour lutter contre la division entretenue par le gouvernement entre les travailleurs avec et sans papiers. Car c'est grâce à cette division que les patrons peuvent faire baisser nos salaires et augmenter l'exploitation de l'ensemble des travailleurs.

C'est dans la volonté de travailler dans ce sens et de tenter de répondre à ces questions que la Commission syndicale de l'UDEP-Bruxelles va continuer ses activités.

Pour plus de renseignements :

**Commission Syndicale
de l'UDEP-Bruxelles**

cs_udep_bxl@yahoo.fr
0497/10.32.38

**Ensemble luttons côte à côte, avec ou sans papiers,
pour exiger la fin de toute discrimination !
Droit aux mêmes conditions de travail pour tous !
Papiers pour tous, maintenant !**



La CIRE, allié des sans-papiers ?

La Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers (CIRÉ) fait partie du Forum Asile Migration (FAM) et se présente comme un allié de l'UDEP. Analysons les « solutions » qu'il propose dans son Mémoire 2007,* adressé à l'Informateur :

« La CIRÉ, avec le FAM et les syndicats, demande au futur Gouvernement de mettre en place un mécanisme permanent de régularisation basé sur des critères clairs, inscrits dans la loi. » La CIRE veut donc exclure certaines personnes de la régularisation et maintenir des sans-papiers dans la clandestinité et la sur-exploitation.

D'autre part, la CIRE demande « d'apporter des changements indispensables aux pratiques actuelles en matière d'enfermement et d'expulsion des étrangers. »

Quant aux enfermements, il s'agit « d'épargner certaines catégories de population comme les mineurs, les demandeurs d'asiles et les personnes vulnérables ». La CIRE défend donc les centres fermés, demandant seulement d'en « humaniser » les conditions. Certains sans-papiers doivent rester en prison !



La CIRE défend aussi les expulsions. Il demande seulement au gouvernement « de ne pas permettre d'expulsion du territoire sans régularisation de tout le salaire. »

* www.cire.irisnet.be

Une victoire de la lutte : Régularisation de 20 travailleurs sans papiers de Buffalo Grill.



Depuis le 29 mai 2007, les travailleurs de Buffalo Grill (Evry - France) ont entamé une grève pour exiger la régularisation des travailleurs sans-papiers de l'entreprise. La Coordination Nationale des Sans-Papiers (CNSP) nous fait savoir dans un communiqué du 5 juillet : « Ils ont investi le restaurant de Viry-Chatillon pour dénoncer et mettre sur la place publique leur sort d'esclaves des temps modernes imposé par les patrons pour obtenir un retour sur investissement maximum. [...] Les sans papiers soutenus par leur syndicat de classe, la CGT, par l'exercice du droit de grève ont ainsi mis le doigt sur les pratiques clandestines de patrons négriers qui en toute connaissance de cause les embauchent pour les sucer comme des citrons avant de les jeter comme des kleenex. L'intervention policière pour déloger les sans papiers et leur syndicat CGT du site d'occupation montre la complicité honteuse de l'Etat avec les patrons [...] Patrons et gouvernements successifs, particulièrement celui de Sarkozy, n'ont d'autres lois que ce vieil adage de Karl MARX, théoricien du mouvement ouvrier du 19ème siècle : "Le capital a horreur de l'absence du profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le capital devient hardi. A 20% il devient enthousiaste; à 50% il est téméraire; à 100% il foule au pied toutes les lois humaines et à 300% il ne recule devant aucun crime..." (Le Capital) ».

LA LUTTE A ETE COURONNEE DE SUCCES.

Voici le communiqué de la CGT (extrait)

[...] Ces négociations ont abouti officiellement à la régularisation de 20 employés "sans papiers" de Buffalo Grill. Elles ont été arrachées de haute lutte au fond d'investissement Colony Capital, implanté partout dans le monde, propriétaire de la chaîne Buffalo Grill et à ce tout nouveau gouvernement qui, pourtant, fait de la chasse aux "sans papiers" un de ses premiers objectifs politiques.

Dans cette lutte, comme lors de celle des ouvriers de la blanchisserie industrielle de Modeluxe, l'engagement syndical et en particulier celui de la CGT a été essentiel et déterminant.

Cette victoire a été rendue possible grâce à la mobilisation du syndicat CGT à l'intérieur même de l'entreprise et à la mobilisation de nombreuses autres structures syndicales, qui avec leurs camarades et d'autres militants engagés dans le soutien aux "sans-papiers", ont participé activement à la campagne de diffusion de tracts et de signatures de pétitions devant les restaurants Buffalo Grill dans de nombreuses villes de France, jusqu'en Belgique.

Elle a également été rendue possible grâce à la mobilisation de l'Union internationale de des travailleurs de l'alimenta-

tion de l'agriculture de l'hôtellerie, de la restauration (UITA) qui, mobilisé par la fédération CGT du commerce, a su relayer partout dans le monde l'exigence de régularisation des employés "sans papiers" de Buffalo grill. [...]

Mais cette victoire a surtout été rendue possible, nous n'insisterons jamais assez sur cet aspect, grâce à l'engagement de la douzaine de camarades employés "sans papiers" de Buffalo Grill, qui n'ont pas hésité à expliquer, leur situation dans les médias, à visage découvert, en déclinant leur identité. [...]

Cette victoire des employés "sans papiers" de Buffalo Grill n'aurait pas pu aboutir en dehors du contexte de mobilisation pour la régularisation des "sans papiers" qui continue de se développer aujourd'hui en France, comme l'a montré le succès de la manifestation parisienne du 1er juillet et comme le montrent toutes les mobilisations en cours. En retour cette victoire est forcément un encouragement pour toutes celles et ceux qui luttent pour permettre à ces dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, qui vivent ici, qui travaillent ici, de rester ici.[...]

Pour l'Union départementale CGT 91
Chauveau Raymond.

« Libérez Angélica et sa maman »

C'est le cri d'une cinquantaine de manifestant, dont beaucoup d'enfants, amis d'Angélica (11 ans), devant le Palais de Justice le 11 juillet, jour où un juge devrait se prononcer sur un recours contre l'expulsion de l'Equatorienne Anna Elisabeth Cajamarca Arigoso et sa fille. Elles vivent depuis 4 ans en Belgique, à St. Josse, où Angélica allait à l'école, et ont été arrêtées ce samedi 30 juin à Dilbeek à la sortie du bus. La maman est militante de l'UDEP. Elle n'avait jamais fait de demande de régularisation et n'avait pas d'avocat. Angélica et sa maman ont passé la nuit au commissariat où un médecin a été appelé d'urgence pour la maman. L'enfant a téléphoné en pleurs, disant qu'elle ne voulait pas retourner en Equateur, et qu'elle voulait rester près de son papa en Belgique. Ses petits amis ont crié courageusement leur exigence devant le Palais de Justice pour qu'Angélica et sa maman restent en Belgique avec eux. L'UDEP y a manifesté sa ferme volonté de continuer la lutte contre l'expulsion des Equatoriennes et pour « La régularisation de tous les sans-papiers - la libération de tous les sans-papiers ».

L'Office des Etrangers tenterait de les expulser ce vendredi 13 juillet, par le vol KLM 1732 à 18h50 avec escale à Schiphol. Rendez-vous donc à l'aéroport à 16 h 50 pour parler aux passagers du vol.

Libérez tous les sans-papiers ! Régularisez tous les sans-papiers



Palestine

A quoi répondent les confrontations entre le Hamas et Al Fatah ?

La situation dans les territoires palestiniens est devenue plus critique avec la confrontation entre les deux organisations les plus importantes. Le Hamas a pris le contrôle de la Bande de Gaza et a expulsé les forces d'Al Fatah, tandis que le président de l'Administration Nationale Palestinienne (ANP), Mahmud Abbas, le plus haut dirigeant d'Al Fatah, a perpétré un coup d'Etat de fait, en expulsant le Hamas du gouvernement.

Des organisations de la gauche palestinienne ont qualifié ces confrontations comme « une tragédie » et ont appelé à la cessation des hostilités et à l'unité des deux organisations dans la lutte contre Israël. Divers courants de gauche dans d'autres pays ont soutenu la même position.

Il n'y a pas de doute que ces confrontations affaiblissent la lutte du peuple palestinien pour sa libération. De ce point de vue, il s'agit effectivement d'une « tragédie » parce que cela signifie un triomphe d'Israël et de l'impérialisme.

Toutefois, ceci ne peut pas empêcher que nous fassions une analyse plus profonde de ce que représente aujourd'hui chacune des forces en conflit. Nous constatons alors qu'une des organisations (Al Fatah) ne défend déjà plus les intérêts du peuple palestinien et que sa direction s'est transformée en agent direct d'Israël et de l'impérialisme. Cette caractérisation est fondamentale pour définir la position que doivent adopter les révolutionnaires face au conflit.

La libération de la Palestine : une lutte historique

Nous devons replacer, brièvement, les actuelles confrontations dans une perspective historique. La résolution de l'ONU qui a créé l'Etat d'Israël en 1948, a légalisé l'usurpation par le sionisme de plus de la moitié du territoire palestinien historique (55%). Depuis sa création, Israël et ses organisations armées sionistes ont envahi une partie du territoire accordé aux Palestiniens et se sont approprié 20% de territoire supplémentaire, en expulsant plus de 800.000 palestiniens (un tiers de la population), ce qui a donné lieu au drame des réfugiés. On a créé ainsi une **enclave impérialiste** qui devait agir comme un gendarme contre la vague révolutionnaire anti-impérialiste arabe naissante, au milieu d'une région stratégique par ses réserves pétrolières. C'est pourquoi, depuis la création d'Israël, le peuple palestinien, et les masses arabes en général, ont la nécessité de combattre pour la libération de leur terre en expulsant l'occupant sioniste.

Les accords d'Oslo (1993)

La fondation d'Al Fatah par Yasser Arafat, dans les

années 60, répondait à cette nécessité, exprimée dans sa consigne *Pour une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste* et dans sa politique de combattre pour la destruction d'Israël. C'est ce qui lui a permis de devenir la direction des masses palestiniennes.

Mais dans les années 80, Arafat et Al Fatah ont abandonné leur programme et se sont mis à accepter la création de « deux Etats » (israélien et palestinien). Ils ont commencé à centrer leur politique sur la négociation avec l'impérialisme, ce qui a abouti à leur capitulation dans les « Accord d'Oslo » en 1993. En échange de l'existence future douteuse de ce petit Etat palestinien, ils ont accepté la création de l'Administration Nationale Palestinienne (ANP), une superstructure coloniale avec une autonomie très limitée, semblable aux bantoustans de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

L'ANP

A partir de la création de l'ANP dans les territoires de Gaza et de la Cisjordanie, Arafat et la direction d'Al Fatah assument le pouvoir de cette administration

réduite, et ils commencent à avoir un nouveau visage, celui de « directeur autochtone » d'une structure coloniale. Le sionisme profite de cette capitulation pour étendre ses colonies en Cisjordanie et à Gaza, pour contrôler l'eau et construire des chemins « seulement pour juifs » dans ces territoires. La vie des habitants palestiniens devient un véritable enfer.

En même temps, au milieu d'une corruption totale, les cadres d'Al Fatah utilisent le budget de l'ANP pour leur propre bénéfice, alors que les masses palestiniennes souffrent de tout type de privations. L'usure du prestige d'Al Fatah parmi le peuple palestinien s'accélère.

Abbas, l'homme de l'impérialisme en Palestine

Après la mort d'Arafat (aujourd'hui déjà dénoncée comme meurtre), l'élection de Mahmud Abbas comme son successeur a accentué cette dynamique. Israël a commencé à construire le « Mur de la honte » qui sépare les territoires, et il en profite pour voler encore plus de terres palestiniennes. L'impérialisme vise clairement à soutenir Abbas comme son agent en Palestine. La direction d'Al Fatah est arrivée à un tel point de collaboration avec Israël et l'impérialisme que. Korei (premier ministre pendant une période) est propriétaire d'une entreprise qui vendait de grandes quantités de ciment à l'Etat sioniste pour la construction du « Mur de la honte ».

Le triomphe électoral du Hamas met en crise les plans d'Oslo

L'impérialisme et Israël essayaient de « légaliser » la situation coloniale de l'ANP à travers des élections palestiniennes. C'est dans ce cadre qu'a eu lieu la victoire du Hamas lors des élections parlementaires de l'ANP en 2006. Comme nous l'avons dit dans le Courrier International n° 118, ce résultat a été une victoire des masses palestiniennes contre les plans d'Oslo. Bien que le Hamas soit une direction bourgeoise et fondamentaliste religieuse, le fait de maintenir dans son programme l'appel à la destruction Israël a fait que les masses palestiniennes ont voté pour lui pour répudier la trahison d'Al Fatah.

L'impérialisme et Israël ont refusé de reconnaître le résultat électoral et ont commencé à faire pression pour exiger que le nouveau gouvernement de l'ANP, dirigé par le Hamas, reconnaisse Israël et accepte la continuité des accords d'Oslo. C'est pourquoi, ils ont

restreint l'approvisionnement de la bande de Gaza, ils ont bloqué l'aide financière des Etats-Unis et de l'Union Européenne (indispensable pour le fonctionnement de l'ANP) et ils ont même volé l'argent des impôts des territoires palestiniens qui sont récoltés par Israël. L'objectif était de « soumettre par la faim » le peuple palestinien et le gouvernement qu'il avait choisi.

Les provocations d'Abbas

Abbas, qui conserve le poste de président de l'ANP, a travaillé « de l'intérieur » pour obliger le Hamas à accepter la reddition, en suivant le même chemin qu'Al Fatah avant. Abbas n'est déjà plus simplement une direction bourgeoise qui capitule. Il est devenu un agent direct d'Israël et des Etats-Unis sur les territoires palestiniens, un collabo semblable à ce qu'a été le « gouvernement de Vichy » en France sous l'occupation hitlérienne, ou comme celui de Karzaï en Afghanistan actuellement.

Le service de sécurité de son gouvernement est conseillé maintenant par la CIA ! Son homme clef dans ce service, Mohamed Dahlan, a construit une « armée particulière » de la présidence, avec des armes fournies directement par les Etats-Unis et pour lesquelles Israël a octroyé le laissez-passer. Dahlan a aussi monté à Gaza un dispositif pour exécuter des actions criminelles, réprimer la population et ourdir des provocations constantes contre le gouvernement dirigé par le Hamas. C'est ce qui a mené à la rébellion qui a abouti aux confrontations des dernières semaines.

Un putsch bonapartiste

Depuis qu'ils ont gagné les élections, les dirigeants du Hamas ont proposé de former un « gouvernement d'unité nationale » avec Al Fatah. Même après qu'il soit devenu évident qu'Abbas préparait un putsch contre le gouvernement, en collaboration avec Israël, le Hamas a maintenu cet appel et a entamé

des négociations par le biais de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite.

Il en est arrivé à former un gouvernement avec plusieurs ministres indiqués par Abbas. Mais cette coalition n'a jamais été acceptée par les Etats-Unis, l'Union Européenne (alignée clairement sur la position de Bush) et Israël. Ceux-ci allaient boycotter tout gouvernement dans lequel participerait le Hamas, tant que

Pour la fin du blocus à Gaza

L'expulsion des collabos a transformé Gaza, de fait, en un territoire palestinien indépendant. Mais cette situation a lieu dans le cadre d'une situation économique et sociale des plus graves, résultat de la destruction de son infrastructure (usines, hôpitaux, etc..) par les attaques israéliennes et du blocage d'approvisionnement et de fonds auxquels les soumettent Israël et le gouvernement marionnette d'Abbas. Tant Israël qu'Abbas essayent d'utiliser cette situation pour obliger Gaza à se rendre par la faim.

C'est pourquoi, la LIT-QI appelle à une **campagne internationale**, la plus unitaire possible, pour exiger la fin immédiate du blocus à Gaza et la livraison d'aliments, de médicaments, d'électricité et de tout ce qui est nécessaire pour la survie de ses habitants.

cette organisation ne reconnaît pas explicitement l'existence d'Israël. Avec la collaboration du consul général des Etats-Unis à Jérusalem, Jacob Wallis, et d'un émissaire spécial des services d'intelligence, Keith Dayton, on a armé les hommes d'Abbas pour liquider le Hamas.

Les masses ont poussé le Hamas à aller plus loin que ce qu'il voulait.

C'est la préparation de ce véritable putsch bonapartiste, mis en oeuvre par Abbas et soutenu par l'impérialisme et Israël, qui a produit la réaction des masses de Gaza et a poussé le Hamas à expulser de ce territoire les agents directs de l'impérialisme, l'appareil militaire armé par Dahlan et la police d'Al Fatah. Ceux-ci toutefois, malgré leur armement moderne, n'ont pas combattu avec efficacité. Nous croyons que ceci a été un triomphe des masses palestiniennes parce que, malgré la situation difficile dans laquelle se trouve actuellement la Bande de Gaza, ils ont libéré ce territoire du contrôle d'Israël et de ses agents.

Après l'expulsion de ses hommes, Abbas a terminé son putsch bonapartiste avec le refus de reconnaître le résultat électoral de 2006. Il a nommé un « gouvernement d'urgence », dirigé par Salam Fayyad, ex fonctionnaire du FMI et de la Banque Mondiale, qui possède la double nationalité palestinienne-américaine. C'est une bouffonnerie cruelle envers la lutte héroïque du peuple palestinien contre l'impérialisme américain et Israël.

Ce nouveau fantoche a une tâche : s'appuyer sur l'appareil d'Abbas et d'Al Fatah, installé en Cisjordanie, pour écraser la résistance, reprendre Gaza et imposer le plan sioniste et impérialiste de liquider toute possibilité de libération réelle de la Palestine. Pour cela, il essayera d'utiliser, outre l'appareil répressif, deux facteurs : d'une part, la situation sociale et hu-

manitaire très difficile de Gaza, qu'il essaye de vaincre par la faim, et d'autre part, les millions de dollars que l'impérialisme et Israël ont commencé à mettre à disposition, maintenant oui, du nouveau gouvernement.

De quel côté doivent se trouver les révolutionnaires ?

La gauche mondiale a l'obligation de prendre une position claire, face à ces faits. Pour nous, dans ce conflit, il y a d'un côté l'impérialisme, Israël et ses agents collabos, et de l'autre côté les masses palestiniennes en lutte pour leur libération.

C'est pourquoi, nous n'avons pas de doute : **nous sommes catégoriquement dans le camp de la résistance, indépendamment de qui en est la direction.** Autrement dit, **nous nous plaçons inconditionnellement dans « le camp militaire » du Hamas.** Que signifie ceci ? Cela signifie que, sans donner aucun appui politique au Hamas ni appeler à avoir confiance en sa direction, nous sommes pour son triomphe dans la bataille contre les collabos, parce que ce « camp militaire » est aujourd'hui celui des masses palestiniennes et de leur lutte contre des décennies d'oppression. C'est la même position que nous avons eue avec la Résistance contre les nazis et les collabos durant la Seconde Guerre Mondiale ou avec le Vietcong durant la guerre du Vietnam.

En même temps, nous croyons qu'il est indispensable que toutes les organisations de la résistance palestinienne dans les territoires de Gaza et de la Cisjordanie, ainsi que celles des camps de réfugiés des pays voisins et de la diaspora mondiale, s'unissent pour ne pas reconnaître le gouvernement fantoche de Fayyad et unissent leurs forces pour combattre ensemble contre les ennemis externes et internes de la cause palestinienne.

La politique de l'impérialisme au Moyen Orient

Gouvernements marionnettes et provocations

A partir de la crise de plus en plus grande à laquelle fait face la politique de la « guerre contre la terreur » au Moyen Orient, et le renforcement des forces de la résistance dans les différents pays (l'Iraq, l'Afghanistan, le Liban, la Palestine), l'impérialisme essaye une variante qui lui permet d'inverser, ou au moins d'atténuer, cette crise.

D'une part, il s'appuie sur des forces et des marionnettes dirigeantes (certaines le sont depuis longtemps, d'autres sont « nouvelles ») qui agissent comme « agents

collabos ». D'autre part, il promeut des attentats provocateurs ou en profite, pour essayer de diviser la lutte de la résistance et, à la fois, de fortifier militairement ses propres agents.

Cette politique a été initialement essayée en Iraq, avec le gouvernement marionnette d'Al Maliki et les attentats contre les mosquées des différentes confessions, pour accentuer la confrontation entre chi'ites et sunnites.

Elle s'est étendue maintenant aussi au Liban, où on soutient le Premier ministre Fouad Siniora et

« Ces derniers mois, j'avais appris que la plupart des hauts responsables de l'Autorité Nationale Palestinienne avaient obtenu d'Israël l'autorisation de faire sortir leurs familles de Gaza pour les mettre en sécurité en Cisjordanie ou à l'étranger. Naïvement, j'ai pensé qu'ils voulaient les préserver de la crise économique. »
Abdallah el-Bamieh, ancien employé à la gare routière de Karni.

Le Soir, 19.06.2007

le député sunnite Saad Hariri, fils de l'ancien premier ministre libanais assassiné, Rafic Hariri. Récemment est apparue une nouvelle organisation dans les campements palestiniens du pays, Fatah Islamique, hypothétiquement liée à Al Qaïda et qui fait des attentats et a assassiné plusieurs députés. Ces faits ont été mis à profit par l'armée libanaise pour lancer une offensive sur les campements pales-

teniens et pour envoyer un arment important au gouvernement de Fouad. Il s'agit, évidemment, d'un tir par élévation contre le Hezbollah.

En Palestine, Mohamed Dahlan paraît occuper les deux rôles. D'un côté, il est le chef de sécurité du gouvernement marionnette d'Abbas. D'autre part, on a dénoncé ses liens avec la CIA et le Mossad (auquel il livrait des cadres de la

résistance palestinienne) ainsi que la construction d'une force de choc, avec des armes des Etats-Unis, pour attaquer le Hamas. Il aurait même travaillé avec des supposés membres d'Al Qaïda pour perpétrer des attentats dans des zones touristiques d'Egypte, en cherchant à ce que le peuple égyptien isole le Hamas et la résistance palestinienne.

La « neutralité » est une grave erreur

L'Agence Gaza a informé que deux organisations palestiniennes de gauche, le FPLP et le FDLP, ont organisé une mobilisation « pour dénoncer la folie sanginaire qui se déroule à Gaza ».¹

Selon cette information, « tant le FPLP que le FDLP se sont prononcés en appelant à la fin de l'effusion de sang et à l'union des Palestiniens... C'est la question de la Palestine qui rejette les combats et l'ensemble des violences entre Al Fatah et le Hamas. De nombreuses personnalités nationales, les institutions de la société civile et des centaines de citoyens ont pris part à la manifestation, à la tête de laquelle ont marché les cadres, les partisans et les membres des deux fronts. Les manifestants ont crié des consignes qui appelaient à l'unité nationale et dénonçaient tout type de divisions ainsi que le recours aux armes au sein de la Palestine... La FPLP a insisté sur la nécessité d'un **dialogue national total** et d'une reconsidération des institutions de sécurité sur des bases égalitaires et professionnelles ».

Nous ne sommes pas d'accord avec cette analyse du conflit. La position d'« arrêter une guerre fratricide » serait valable s'il s'agissait de deux bandes qui représenteraient des intérêts de secteurs semblables de la population, et combattraient pour des questions secondaires ou pour la répartition des

ressources financières. Mais ce n'est pas le cas actuellement. Ce qui arrive aujourd'hui dans les territoires palestiniens est le résultat de la politique d'une direction collabo qui a capitulé déjà définitivement à Israël et à l'impérialisme, et qui veut mettre fin à la résistance de ceux qui ne se sont pas encore rendus.

Le Péruvien Alvaro de Soto, coordinateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Proche-Orient, constatait dans son dernier rapport au secrétaire général de l'ONU, le 5 mai, que « l'impartialité est devenue soumission [à la politique américaine] d'une manière sans précédent au début de 2007. [...] Les autorités israéliennes encouragent systématiquement le cycle violence-répression. »

Le Soir, 15.06.2007

On ne peut pas analyser les actuelles confrontations comme une simple lutte entre le Fatah et le Hamas, comme la lutte entre deux organisations semblables du peuple palestinien qui devraient être unies au lieu de se battre entre elles. Il faut aller au fond de la question : une de ces organisations (Al Fatah) est passée dans le camp des ennemis du peuple palestinien.

Une fois de plus, voyons l'anal-

ogie avec la situation lorsque les nazis ont occupé la France et ont installé le « gouvernement de Vichy » : la Résistance qui combattait contre l'occupation devait faire face non seulement aux nazis, mais aussi aux français qui collaboraient avec eux. Ou quand les Etats-Unis ont occupé le Vietnam du Sud et ont installé un gouvernement marionnette à Saigon : la Résistance du Vietcong attaquait tant les troupes yankees que les soldats et les fonctionnaires du gouvernement fantoche. Dans ces cas, aucune organisation de gauche n'aurait proposé d'appeler à l'unité entre la Résistance et les collabos. C'est actuellement la situation en Palestine, à partir de l'adhésion d'Abbas et de la direction d'Al Fatah au projet de l'impérialisme et du sionisme.

L'unité de ceux qui veulent combattre pour la cause palestinienne est indispensable pour une possible victoire. Mais appeler à l'unité avec les collabos et les agents de l'ennemi, les considérant comme des alliés, va à l'encontre de cette lutte, parce que cela induit en erreur les masses palestiniennes sur la véritable signification des confrontations en cours. Et cette confusion sert seulement aux intérêts de l'impérialisme et d'Israël.

¹ www.francepalestine.com et www.rebelión.org

Venezuela

Sur la fermeture de la chaîne de TV RCTV

Une déclaration du Secrétariat International de la LIT-QI



Au Venezuela, il y a un processus de durcissement du régime, moyennant différentes mesures du gouvernement de Hugo Chavez qui augmentent le contrôle de celui-ci sur les différents secteurs de la société, dont les moyens de communication. La fermeture de la station de télévision RCTV, le 27 mai dernier, en est une manifestation claire.

Apparemment, il s'agirait d'une mesure progressiste et beaucoup de travailleurs et d'étudiants l'ont vue avec sympathie, puisqu'elle attaque une station de TV bourgeoise et réactionnaire, qui a toujours fait campagne contre les intérêts du peuple vénézuélien. Toutefois, si nous analysons plus attentivement la mesure, nous verrons que ce n'est pas le cas. L'expérience historique nous montre que des mesures de ce type, apparemment populaires, finissent par ce retourner, tôt ou tard, contre les intérêts des travailleurs.

Un faux argument : « attaquer les putschistes »

Avec l'argument que le gouvernement Chavez est un « gouvernement populaire » et qu'il « construit le socialisme du 21^{ème} siècle », la grande majorité des courants de gauche ont soutenu la mesure. L'argument principal est qu'il s'agit d'un « canal putschiste », ce qui est vrai. La RCTV et toutes les autres stations privées, contrôlées par des bourgeois millionnaires, ont effectivement fait une campagne ouverte et violente pour le putsch d'avril 2002. Quelques-unes en sont même arrivées à promouvoir l'assassinat de Chavez.

Effectivement, au moment même du putsch, la mesure de fermer cette station aurait éventuellement été nécessaire, pour éviter qu'elle continue à fonctionner comme courroie de transmission et porte-parole de la politique orchestrée par le gouvernement de George Bush.

Mais la fermer maintenant, plusieurs années plus tard, quand le moment du putsch est déjà passé et qu'on n'aperçoit aucun danger d'une nouvelle tentative putschiste à l'horizon, n'est justifié d'aucune façon. Rien n'indique qu'il y aura un autre putsch à court terme, justement parce qu'il y a un accord entre la bourgeoisie qui avait promu le putsch et Chavez, pour maintenir ce dernier au gouvernement. Certains des principaux bourgeois putschistes font même partie du PSUV, le parti de Chavez, et s'appellent eux-mêmes des « chefs d'entreprise socialistes » !

Il est vrai que l'impérialisme, ainsi que la bourgeoisie et la droite vénézuéliennes, ont eu la politique de renverser Chavez par le putsch de 2002, suivi par le lock-out économique. Mais l'échec de ces tentatives, grâce à la mobilisation ouvrière et populaire, les a obligés à accepter Chavez comme la seule alternative pour contrôler le mouvement de masses. C'est pour-

quoi, ils ont abandonné leur orientation putschiste et ont préféré promouvoir une politique différente : parier sur l'usure de ce mouvement à long terme afin de pouvoir le mettre en échec par la voie électorale. Les critiques dures contre la mesure de Chavez, de la part de l'impérialisme, des gouvernements latino-américains et de la presse internationale et nationale, font partie de cette politique d'usure, non de la préparation d'un climat putschiste.

En même temps, l'impérialisme et les grands bourgeois vénézuéliens ont commencé à faire de très bonnes affaires avec le gouvernement, comme le groupe Mendoza-Polar ou les nouveaux « chefs d'entreprise socialistes ». Les banquiers ont eu en 2006 une croissance spectaculaire de leurs profits : 38%.

Mais supposons un moment que ce soit vrai que Chavez a fermé la RCTV pour attaquer les putschistes. La question reste : pourquoi n'a-t-il pas fermé les autres stations, qui ont aussi été putschistes ? Pourquoi n'a-t-il pas fermé la station de Cisneros, le plus grand des putschistes ? Cisneros, le principal chef d'entreprise du secteur des communications du pays, propriétaire de Venevisión, a été à la tête du putsch contre Chavez. Et non seulement il n'a pas souffert de répression, mais aujourd'hui il a un accord de fait avec le gouvernement et engrange des profits avec la fermeture de la RCTV, en gagnant les affaires publicitaires de sa concurrence.

« Une station réactionnaire »

Une vérité qui sert de prétexte pour attaquer la liberté de la presse.

L'autre argument, avancé par ceux qui défendent la fermeture du canal de TV, est qu'il s'agit de liquider une station réactionnaire, qui transmet une programmation contaminée par l'idéologie bourgeoise.

Chavez en est arrivé à faire valoir qu'il ne fermait

pas le canal pour sa position putschiste, mais comme un acte de censure contre sa programmation. « *Ce canal a fait beaucoup de mal au pays pendant des années : les contre-valeurs, le bombardement médiatique de la violence, la haine, le racisme, le sexe mal vu et mal compris, le manque de respect envers la femme et les enfants, le manque de respect envers beaucoup de manifestations de la vie sociale, contre les homosexuels, contre le pays et le monde, contre les personnes qui ont une certaine insuffisance physique... Voilà la raison de fond !* ».¹

Il s'agit effectivement d'une station réactionnaire, qui propage l'idéologie bourgeoise néfaste et défend des valeurs et des intérêts opposés à ceux de la classe ouvrière, en particulier, des femmes travailleuses et des pauvres, des enfants et des opprimés. Selon Chavez et les organisations qui le défendent, ce serait un motif pour ne pas permettre que la RCTV continue avec ses transmissions. Tout cela n'est toutefois qu'un prétexte, étant donné que toutes les stations du Venezuela (et non seulement la RCTV) sont dirigées par la bourgeoisie ou par le gouvernement, et que toutes propagent ce même type d'idéologies.

Les véritables raisons de la mesure du gouvernement Chavez

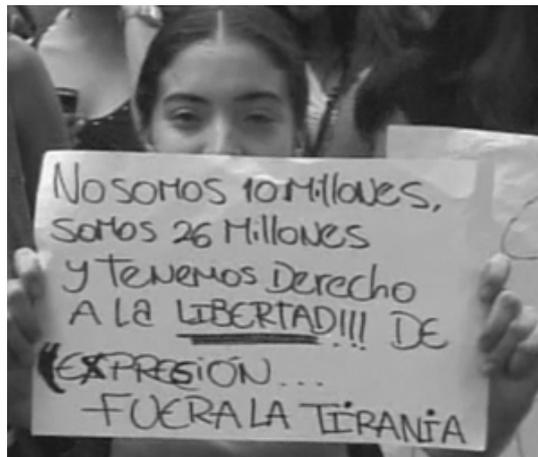
Mais si le putsch n'est pas le motif de l'attaque contre la RCTV, étant donné que ce putsch n'existe pas et qu'il n'y en a pas en préparation, et si l'idéologie bourgeoise de ce canal de télévision n'est pas non plus le motif, puisqu'elle n'est pas l'exclusivité de la RCTV, alors se pose la question : Quels sont les véritables motifs de cette attaque contre la RCTV ?

La réponse est dans ce que nous disons au début de cette déclaration : « *Au Venezuela, il y a un processus de durcissement du régime, moyennant différentes mesures du gouvernement de Hugo Chavez, qui augmentent le contrôle de celui-ci sur les différents secteurs de la société, dont les moyens de communication.* »

La preuve est que, quand Chavez a assumé la présidence, le gouvernement ne contrôlait qu'un seul canal de télévision, à Caracas, et actuellement, il en contrôle six. Une autre preuve plus récente : tous les instituts d'enquêtes ont publié des résultats qui indiquent qu'entre 65% et 80% des Vénézuéliens s'opposent à la fermeture de RCTV. Chavez a répondu en sanctionnant ces instituts. (Les deux plus importants ont vu leur licence suspendue pour deux jours). Son argument a été, à cette occasion, la « *violation des lois fiscales* ».

Cette politique de Chavez sur le terrain des communications accompagne sa stratégie sur le terrain politique. Par exemple, son appel à construire le PSUV a pour but de contrôler tous les secteurs de la société, et spécialement les travailleurs. C'est pourquoi, il exige que toutes les organisations ouvrières entrent dans ce parti, et ceux qui ne le font pas sont accusés de « *contre-révolutionnaires* ». A cela il faut ajouter qu'il

a déclaré qu'il faut en finir avec l'« *autonomie* » des syndicats et de leurs centrales. Ceci signifie que les organisations des travailleurs devront se soumettre aux décisions du PSUV, c'est-à-dire, aux décisions du gouvernement Chavez.



« *Nous ne sommes pas 10 millions, nous sommes 26 millions, et nous avons le droit à la liberté d'expression, A bas la tyrannie* »

L'audience de RCTV est de 10 millions, chiffre que Chavez reprend dans ses discours, pour dire qu'il veut 10 millions de voix pour faire le « socialisme du 21^{ème} siècle ». La population du Venezuela est de 26 millions.

Ce n'est pas la première fois qu'il y a, en Amérique latine, un cas comme celui de la RCTV

La mesure prise par Chavez contre la liberté de la presse, sous le prétexte d'attaquer un canal putschiste ou réactionnaire, a provoqué beaucoup de confusion dans les rangs de la gauche, même dans les secteurs qui, à partir de positions révolutionnaires, s'opposent au gouvernement. Beaucoup de ces secteurs, soucieux à juste titre de combattre l'impérialisme et la bourgeoisie putschiste, finissent par soutenir le gouvernement Chavez dans son attaque contre la liberté de la presse. C'est une offensive qui se dirige aujourd'hui contre un secteur de la bourgeoisie mais qui, demain, sera dirigé contre les travailleurs qui ont l'audace de s'opposer au gouvernement. Cette confusion est due surtout au fait que beaucoup de secteurs d'avant-garde sont surpris et croient que les mesures prises par Chavez ont un caractère inédit, ce qui n'est pas le cas.

En 1951, en Argentine, le général Perón a exproprié le journal La Prensa, propriété d'un secteur de l'oligarchie, afin d'augmenter son contrôle totalitaire sur les travailleurs. Les arguments utilisés par Perón ont été les mêmes que ceux qu'utilise Chavez actuellement. Et il y a eu aussi un secteur de la gauche qui a soutenu cette mesure. Toutefois, un secteur du mouvement trotskyste, dirigé par Nahuel Moreno, ne s'est pas laissé tromper par le discours démagogique de Perón et s'est fermement opposé à la mesure. Ceci ne lui a

pas empêché, par la suite, d'exiger du gouvernement qu'il donne des armes aux travailleurs pour faire face aux putschistes, qui ont finalement renversé Perón en 1955.

Il y a eu encore un autre cas du même genre, au Mexique, en 1938. Dans ce pays, le gouvernement de Lázaro Cárdenas a commencé une campagne contre la « presse réactionnaire », dans le but de la censurer. Cette politique a été soutenue et encouragée par le Parti Communiste et les syndicats sous son influence.

Ce gouvernement avait pris des mesures contre l'impérialisme beaucoup plus profondes que celles appliquées par Chavez, et la presse réactionnaire l'attaquait de façon permanente. Toutefois, Léon Trotsky, le grand révolutionnaire russe, qui résidait alors au Mexique et qui soulignait le caractère « hautement progressiste » des mesures prises par Cárdenas, ne s'est pas laissé tromper par la campagne de celui-ci contre la presse réactionnaire.

Dans un commentaire sur la situation, il alertait sur le véritable caractère de classe de ces mesures contre la liberté de la presse. Pour lui, même si la campagne était orientée initialement à « soumettre la presse réactionnaire, ses conséquences ultimes pèseront lourd sur la classe ouvrière (...) La théorie et l'expérience historique attestent que toute restriction de la démocratie dans la société bourgeoise est, en dernière analyse, dirigée invariablement contre le prolétariat. »².

En ce qui concerne les dirigeants syndicaux du Parti Communiste, qui approuvaient et encourageaient les attaques contre la presse réactionnaire, il a dit dans ce même article : « Un dirigeant de la classe ouvrière qui munit l'Etat bourgeois d'armes exceptionnelles de contrôle sur l'opinion publique en général et sur la presse en particulier, est très précisément un traître. En dernière analyse, avec l'aggravation de la lutte de classes, les bourgeoisies de toute nuance finiront par se mettre d'accord entre elles et dirigeront alors contre la classe ouvrière toutes les lois d'exception, tous les règlements restrictifs, toutes les espèces de censure "démocratique". Celui qui ne comprend pas cela doit quitter les rangs de la classe ouvrière. »

Et si le gouvernement de Chavez était socialiste?

Probablement, beaucoup de nos lecteurs nous diront : « Ce que Trotsky a écrit est valable pour les gouvernements bourgeois, mais Chavez combat l'impérialisme et la bourgeoisie. Son gouvernement représente 'le socialisme du 21^{ème} siècle'. »

Celui qui raisonne ainsi a tort, parce qu'il considère le gouvernement bourgeois de Chavez comme « socialiste ». En réalité, le « socialisme du 21^{ème} siècle »

de Chavez ne se distingue en rien du réformisme du 20^{ème} siècle.

Trotsky disait que « les réformistes ne parlent de socialisme qu'aux jours de fête ». Dans les meetings et les discours, Chavez parle de socialisme, de Lénine et même de Trotsky. Mais dans sa politique quotidienne, il accomplit religieusement ses compromis avec l'impérialisme, il maintient les moyens de production entre les mains des capitalistes, il négocie le bradage des réserves de pétrole avec les grandes compagnies multinationales, et son gouvernement s'appuie, fondamentalement, sur la principale institution de l'Etat bourgeois, l'armée.

En outre, celui qui raisonne de cette manière, se trompe doublement, parce qu'il considère que le fait d'être « socialiste » donnerait à Chavez le droit de censurer la presse réactionnaire de la bourgeoisie. Trotsky, qui a été un des principaux dirigeants de la

Révolution Russe, avait une toute autre opinion. Pour lui, le fait que la classe ouvrière ait pris le pouvoir et ait exproprié la bourgeoisie ne justifiait pas les restrictions de la liberté de la presse, même pour la bourgeoisie. « Pourtant, même du point de vue des intérêts de la dictature du prolétariat, l'interdiction des journaux bourgeois ou leur censure ne constitue pas le moins du monde un "programme" ou un "principe", ni un régime idéal. De telles mesures ne peuvent être qu'un mal inévitable et temporaire.

Une fois à la barre, le prolétariat peut se voir forcé d'employer contre la bourgeoisie, pendant une brève période, des mesures exceptionnelles, si elle se rebelle ouvertement contre l'Etat ouvrier.

Dans ce cas, la restriction de la liberté de la presse va de pair avec les autres mesures employées pendant une guerre civile. Naturellement, si on est obligé de diriger l'artillerie et l'aviation contre l'ennemi, on ne peut permettre à ce même ennemi de maintenir ses propres centres d'information et de propagande à l'intérieur du camp armé du prolétariat. Pourtant, même dans ce cas, si les mesures exceptionnelles se prolongent jusqu'au point de se transformer en un régime durable, elles portent elles-mêmes le danger de la libération totale et du monopole politique d'une bureaucratie ouvrière qui peut même devenir une source de sa dégénérescence. (...)

Les tâches réelles de l'Etat prolétarien consistent, non pas à museler par des moyens policiers l'opinion publique, mais à la libérer du joug du capital. Cela ne peut être réalisé qu'en faisant passer tous les moyens de production, y compris ceux de l'information publique, entre les mains de la société tout entière. Une fois réalisée cette mesure socialiste fondamentale, tous les courants d'opinion publique qui ne luttent pas



Les amis de ses amis...

les armes contre la dictature du prolétariat doivent avoir la possibilité de s'exprimer librement. L'Etat ouvrier a le devoir de mettre à leur disposition les moyens techniques nécessaires (presses, papier, transport) proportionnellement à leur force numérique dans le pays. Le fait que la bureaucratie stalinienne ait monopolisé la presse constitue l'un des principaux facteurs de décomposition de l'appareil de l'Etat et menace de ruiner de fond en comble toutes les conquêtes de la révolution d'Octobre. »



Le 26 mai à Caracas, des milliers de personnes manifestent contre la fermeture de RCTV, au cri de « Liberté, liberté ! ».

Le combat contre la presse réactionnaire

Quand Chavez décide d'attaquer la liberté de la presse, la majorité de la gauche parle d'un putsch inexistant comme argument pour défendre le gouvernement et une de ses mesures réactionnaires. En agissant ainsi, elle offre un cadeau empoisonné à la cause du socialisme puisqu'elle laisse la lutte juste pour la liberté de la presse entre les mains de l'impérialisme et des secteurs réactionnaires de la bourgeoisie vénézuélienne et latino-américaine.

Les travailleurs sont les premiers intéressés à com-

battre toute la presse réactionnaire, mais non au prix d'attaquer la liberté de la presse. En ce sens, nous nous appuyons encore une fois sur Trotsky : « *La lutte irrécyclable contre la presse réactionnaire est un impératif. Mais les travailleurs ne peuvent pas remplacer leur propre lutte, qui doit être menée dans leur presse et à travers leurs organisations, par le poing policier de l'Etat bourgeois. Aujourd'hui, l'Etat peut se montrer bien disposé, « de bonne volonté », vis-à-vis des organisations ouvrières ; demain, il pourra tomber, et il tombera inévitablement dans les mains des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Dans ce cas, toute la législation de restriction serait tournée contre les travailleurs. Seul des aventuriers, qui ne s'inspirent pas des exigences du moment, peuvent ne pas le voir. »*

Nous avons cité amplement les opinions de Trotsky parce que nous considérons qu'elles sont d'une actualité totale. Les travailleurs vénézuéliens ne connaissent sûrement pas ces opinions. Toutefois, probablement par instinct de classe, beaucoup d'entre eux sont arrivés à une conclusion semblable. C'est ce qui explique que la vaste majorité de la population vénézuélienne - qui, selon toutes les enquêtes, soutient toujours le gouvernement Chavez - met en question ces mesures contre la liberté de la presse. Il serait maintenant nécessaire que la majorité de la gauche, spécialement celle qui se revendique trotskyste, fasse la même chose.

São Paulo, le 19 juin 2007
Secrétariat International de la
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale

¹ Folha de S Paulo, 5/6/07

² Léon Trotsky, La Liberté de la Presse et la classe ouvrière, 21/08/1938

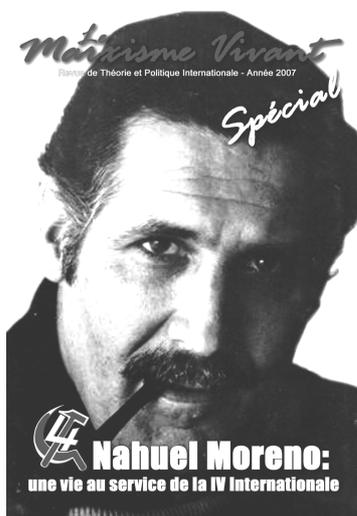
Le Marxisme Vivant

Revue de théorie et politique internationale

NUMÉRO SPÉCIAL

Vingt ans depuis la mort de Nahuel Moreno

- I - La conception trotskyste de l'Internationale
- II - Thèses internationales
- III - L'histoire de notre courant jusqu'à la fondation de la LIT-QI
- IV - La Fondation de la LIT-QI
- V - L'actualité de la IV^{ème} Internationale



Demander ce numéro à nos militants !
Vous pouvez aussi retrouver les anciens numéros de la revue à
cette adresse :

www.marxismovivo.org

En Afghanistan

Quand Louis Michel était encore aux Affaires Etrangères, il affirmait à son homologue nord-américain, Colin Powell, que malgré l'absence de la Belgique en Irak, celle-ci faisait bien ses devoirs, en particulier au Congo, au Kosovo et en Afghanistan, et il promettait qu'il allait doubler le nombre de troupes engagées dans ce dernier.¹ « *Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis retournent définitivement à la normale, en particulier concernant l'Afghanistan* » disait à cette occasion l'ambassadeur belge à Washington, Frans van Daele, qui à son tour s'excusait pour le peu d'engagement en Irak : « *Nous ne sommes pas en conditions d'y envoyer des troupes, étant donné notre engagement en Afghanistan, en Bosnie et au Congo. Mais nous soutenons nos alliés qui y envoient des troupes et nous coopérons avec la formation de la police irakienne.* »

On était déjà loin de l'euphorie nord-américaine qui avait imaginé, deux semaines après les attentats du 11 septembre 2001, que quelques jours auraient suffi pour écraser ce « foyer de terroristes » grâce à leur opération éclair des « Special Operations Forces ».²

Les talibans, des anciens alliés des Etats-Unis qui se sont retournés contre eux, ont effectivement été vaincus. Trois mois plus tard, une administration « intérimaire » est mise en place, présidée par un de ces talibans, Hamid Karzaï, qui était resté aux Etats-Unis et n'avait pas adhéré à la rébellion.

Toutefois, l'expérience de l'occupation faisait que rapidement des secteurs de plus en plus nombreux de la population se retournent contre les occupants. Les chefs de guerre les plus importants se rendaient vite compte qu'il valait mieux être avec les Américains et leur marionnette Karzaï, que s'y opposer, comme le font le mollah Wakil Ahmad Muttawakil, libéré par les Américains en octobre 2003, ou Mohammed Shams, un riche propriétaire terrien, ex-taliban, qui dispose toujours d'une petite milice privée pour protéger ses biens. Tandis que le pays avait officiellement éliminé le Mal et ouvert le chemin de la démocratie et de la liberté, les Afghans découvrent la

présence officielle d'ex-personnalités, à Kaboul, avec pignon sur rue, comme l'ancien ministre taliban des affaires étrangères, Wakil Ahmed Mutawakel, tristement célèbre pour avoir défendu les exécutions publiques dans le stade de Kaboul.³ Et les femmes qu'il fallait libérer de la bourca ? Un juge du nouveau régime, interrogé à Kandahar par une équipe d'Amnesty International en août-septembre 2004 déclarait paisiblement que « à partir de la taille et jusqu'aux pieds, une femme est la propriété de l'homme. ».

L'impérialisme continue, bien sûr, à agiter les noms de « Taliban » ou « Al-Qaida » ou « Oussama ben Laden » ou « le mollah Omar » comme épouvantail, pour l'opinion publique, mais leur problème commençait à dépasser ce cadre. Petit à petit, une coordination se met en place entre différents secteurs et tribus qui, sans être talibans, rejoignent la lutte armée contre les envahisseurs. Par exemple, Gulbudin Hekmatiar, un ancien allié de l'Iran et chef de la guérilla contre l'occupation de l'ex-URSS dans les années 80, a rejoint la résistance. Ce dirigeant a été ministre du gouvernement Karzaï, puis il a rompu avec lui et s'est déclaré contre l'occupation.

Une « Force d'Assistance et de Sécurité Internationale » (ISAF), créée par le Conseil de Sécurité de l'ONU en décembre 2001, devait initialement soutenir le gouvernement de Karzaï, en marge des troupes américaines. Cependant en août 2003, elle est placée sous commandement de l'OTAN, le premier engagement de ce Traité en dehors des frontières de ses fondateurs. En novembre 2003, l'ISAF ne disposait encore que de trois hélicoptères mais, petit à petit, elle assumera son vrai rôle, jusqu'à finalement

absorber les troupes nord-américaines, et devenir la principale force d'occupation en réalisant des « opérations » successives. L'espoir de Washington de réduire leur nombre de soldats à 20.000 et de les remplacer par des troupes d'autres pays de l'OTAN s'évanouit. Le nombre de morts en 2005, comparé à celui des soldats déployés, est plus élevé en Afghanistan (1 pour 243) qu'en Irak (1 pour 265), selon les chiffres du ministère. Actuellement, il y a 36.000 soldats engagés en Afghanistan, y compris de l'ISAF. Ils sont sous le drapeau de l'OTAN et sous le commandement du général américain Dan K. McNeill. Mais Bush peut compter avec le soutien ferme et solidaire de la Belgique. C'est notre pays qui, de tous les pays européens, apporte de loin le plus de troupes par nombre d'habitants.⁴

Pays	Soldats	Soldats / million d'hab.
Belgique	616	62
Canada	992	36
Allemagne	1816	22
Turquie	825	14
Espagne	551	14
France	742	13
Italie	506	9

L'OTAN continue à tuer. De 280 victimes civiles en 2006, on est passé à plus de 300 seulement au cours 4 premiers mois de cette année.⁵

Mais la résistance s'organise.

Le 30 mai dernier, il a été décidée à Bruxelles de mettre sur pied une mission de soutien et de formation de la police afghane, Eupol-Afghanistan, avec 195 experts déployés dans tout l'Afghanistan pour une durée d'au moins 3 ans. Ces experts doivent rejoindre les 500 experts américains – largement fournis par des sociétés de sécurité privées.⁶ Le projet est de développer une police professionnelle, forte de 82.000 agents collabos. La mission a été mise en place le 15 juin et inaugurée solennellement le dimanche 17 juin. Ce même dimanche, la résistance a mené un attentat au cœur de la capitale, visant un bus d'instructeurs de la police afghane se rendant à



l'Académie de police. C'est l'attentat le plus sanglant depuis le début de la guerre : 35 morts, au moins 52 blessés dont 24 hospitalisés.⁷

Plus que jamais, la résistance paraît active sur l'ensemble du territoire afghan. Même notre ministre de la Défense s'en rend compte. Selon son point de vu, « la situation se dégrade et, avec le temps, les forces de l'OTAN risquent d'apparaître comme une armée d'occupation ».⁸

Il y a un an, nous disions : « La possibilité d'une défaite militaire de l'impérialisme en Afghanistan et en Irak est à

l'ordre du jour avec de plus en plus de force. »⁹ Cette tendance ne fait que se confirmer. Et nous répétons : « *Comme révolutionnaires, nous soutenons sans hésitations la résistance du peuple afghan, pour expulser les troupes des envahisseurs et les institutions de l'impérialisme (qu'elles soient nord-américaines, européennes ou "mondiales"), et pour renverser le gouvernement fantoche de Karzaï, sans toutefois déposer aucune confiance ni aucun soutien politique aux directions de la résistance (parmi lesquelles, beaucoup ont déjà été*

des alliés des Etats-Unis). »

¹ Interview publiée par le Foreign Office, 25/5/2004

² Une opération téléguidée en temps réel avec vue directe sur les champs d'intervention à partir d'un centre de commande à plus de 10.000 km, en Floride, avec la participation de 267 bases militaires, situés dans 15 pays différents.

³ L'Express - 18.04.2005, Le Monde - 7.07.2005

⁴ Statistiques de l'OTAN, février 2005

⁵ Le Soir 31.05.2007 ⁶ Le Soir 30.05.2007

⁷ Le Soir 18.06.2007

⁸ Séance du Sénat du 25 janvier 2007

⁹ Presse Internationale n°40

Au Liban

Depuis un an, un autre front de l'intervention impérialiste belge est venu s'ajouter à ceux d'Afghanistan, du Kosovo et du Congo. Selon l'actuel ministre aux affaires étrangères, Karel De Gucht, « Liban, Syrie, Irak, Iran représentent des problèmes qui ont un impact sur tout le monde musulman, donc sur le monde entier. Nous ne devons pas rester absents. » Il est temps de voler au secours de Bush : « Au contraire des Etats-Unis, les pays européens sont "acceptables par toutes les parties" dans la région. »¹ Un mois après, des troupes belges débarquent au Liban. Et selon le premier ministre, c'est un « engagement proportionnellement énorme ».² En effet, la Belgique fait bien plus que la France ou l'Allemagne, et à peine moins que l'Italie.



Pays	Soldats	Soldats / millions d'hab.
Malaisie	1000	50
Italie	2450	43
Belgique	370	37
France	2000	34
Allemagne	2400	29
Espagne	1100	27
Bangladesh	1500	12
Indonésie	1000	5
Chine	1000	1

La Belgique, un des principaux partenaires commerciaux d'Israël, est un fervent défenseur de l'Etat sioniste.³ Elle « assume donc ses responsabilités » pour défendre ce pays contre la résistance libanaise et palestinienne.

Après la victoire du peuple libanais contre Israël, l'intervention de l'ONU est parvenue à couvrir le dos de l'armée

sioniste, qui pouvait alors plus tranquillement agresser le peuple palestinien. Petit à petit, cette couverture « de la communauté internationale » (c'est-à-dire impérialiste) a commencé sa tâche principale : essayer de désarmer la résistance, par mercenaires de l'armée libanaise interposés.

Le 20 mai 2007, l'armée libanaise trouve un prétexte pour bombarder un camp à Nahr el-Bared, au nord du pays, où sont entassés 40.000 palestiniens sur 1 km carré, un des douze camps dans lesquels vivent 400.000 réfugiés. Bush ne cache pas ses objectifs, soutenant inconditionnellement le gouvernement de Fouad Siniora dans son bras de fer avec l'opposition libanaise. Il fournit immédiatement à l'armée libanaise une aide importante de 163 millions d'euros de matériel.⁴ Après deux semaines de massacres, le 1 juin, l'armée libanaise met en marche son incursion dans le camp,

avec l'objectif « d'en finir en deux jours ». Quelques jours plus tard, les affrontements s'étendent au camp de Aïn el-Heloué au Sud, près de Saïda. Le 21 juin, le ministre libanais de la Défense Elias el-Murr annonce avec solennité la fin des combats, avec un bilan de 172 morts. A ce moment, l'impérialisme annonce finalement la couleur : « *Plusieurs capitales occidentales, comme Washington et Paris, aimeraient saisir cette occasion pour faire appliquer la résolution 1559 de l'ONU, qui réclame le désarmement des milices.* »⁵

Mais 3 jours plus tard, le 24 juin, la résistance attaque directement les troupes d'occupation de l'ONU, à 20 km de la base belge de Tibnine, et tue six soldats du contingent espagnol. Trois d'entre eux étaient des Colombiens. Dans l'armée espagnole, 9% sont des immigrants, mais ce pourcentage monte à 30% pour les « missions de maintien de la paix ».

Pour être « chair à canons », personne n'est « illégal ».⁶

* * *

En janvier déjà, après la manifestation

du 10 décembre 2006 qui avait rassemblé plus d'un million de personnes au Liban, un tiers de toute la population, pour soutenir la Résistance, nous di-

sions : « *Tant qu'il restera des troupes impérialistes, le Liban ne vivra pas en paix.* »⁷ Voilà pourquoi nous exigeons :

Retrait immédiat des troupes belges et européennes du Liban ! La FINUL hors du Liban !

¹ Le Soir, 25.08.2006 ² Le Soir, 19/09/2006)

³ En mai 2006, l'armée belge a participé à des exercices conjoints avec Israël dans la Mer Méditerranée - Spring Flag 06-Volcanex 2006

⁴ Le Soir, 23.06.2007 ⁶ Déclaration de Corriente Roja, 25/06/2007 ⁷ Presse Internationale n°45

Et ailleurs

Le 12 juin 1999, après la défaite de la Serbie, une force de l'OTAN sous le commandement du général Jackson a réalisé un « déploiement rapide et synchronisé de plus de 40.000 soldats » au **Kosovo**, afin de ne laisser aucune chance à l'Armée de libération du Kosovo d'occuper le terrain. « *La priorité immédiate consistait à veiller à ce qu'aucun vide sécuritaire ne puisse se développer entre les forces en retraite et celles qui arrivaient, un vide qui aurait pu être comblé par l'UCK* ». ¹ Les belges étaient là pour « assumer leur responsabilité ». Ils y sont toujours et ils y sont particulièrement appréciés « *parce que nous sommes bien formés à la maîtrise des foules (Crowd and Riot Control, CRC)* » ² Les circonstances ont effectivement changé. En 1999, « *nous étions en permanence dans la région frontalière avec la Serbie, pour dissuader les Serbes de revenir au Kosovo. Nous devons contrer une menace externe. Six ans plus tard, nous ne sommes plus tournés vers les frontières mais devons par contre éviter des émeutes internes.* » ³ Encore une fois, cette **Résistance** à contrôler... Actuellement, l'Union européenne s'apprête à dépêcher 1.500 officiers de police et judiciaire dans la province serbe sous administration de

l'ONU, pour un coût de 1,5 milliard d'euros sur trois ans. ⁴ La Belgique est toujours présente au Kosovo avec un peu moins de deux cents soldats, sous commandement français, mais fidèle à sa tradition : elle y met des mercenaires, et cette fois, entre autres, du Rwanda... ⁵



En principe, la Belgique ne devrait plus avoir de troupes dans son ancienne colonie : la **République Démocratique du Congo**. En 1998, après la mort des parachutistes au Rwanda, il avait été décidé que « *Notre pays ne s'engagera plus dans des opérations militaires dans les pays d'Afrique avec lesquels il a entretenu des liens coloniaux* ». ⁶ Mais la Belgique parvient quand-même à y « assumer ses responsabilités », par des

troupes de mercenaires interposées (du Bénin), sous commandement belge. ⁷

Et voilà que de nouvelles tâches pointent à l'horizon. Le 25 juin s'est tenu à Paris une Conférence Internationale sur le **Darfour**. La Belgique y est représentée par le Ministre de la Coopération au Développement, Armand De Decker, à l'occasion reçu par Sarkozy en personne. De Decker a insisté sur le renforcement de la force africaine déjà présente dans ce pays et qui, d'ici fin 2008, devrait être renforcée et encadrée par des forces onusiennes, pour atteindre un effectif total de 20.000 soldats et 5000 policiers. A terme, des officiers belges pourraient rejoindre l'encadrement onusien. ⁸ Ici aussi, la Belgique assume sa « responsabilité de protéger », une conception juridique qui ravit Bernard Kouchner.

¹ Jackson - www.nato.int/docu/revue/1999/9903-05.htm

² Site du Ministère de la Défense www.mil.be - 13/12/2005.

³ Le capitaine Bruno Van Loo - www.mil.be

⁴ Le Soir 30.05.2007

⁵ www.mil.be 17/10/2006

⁶ Note de politique générale du Gouvernement du 28 janvier 1998, lors des débats de la Commission Rwanda au Sénat

⁷ Presse Internationale n°40 - juillet-août 2006

⁸ Le Soir 27.06.2007

Décidément, le gouvernement belge « assume ses responsabilités » comme puissance impérialiste, très solidaire avec l'impérialisme nord-américain. Aux travailleurs belges et du monde entier d'être solidaires avec les peuples en lutte :

Retrait immédiat de toutes les troupes belges à l'étranger
Non à la recolonisation
Vive la lutte d'indépendance nationale des peuples



POUR LE RETRAIT

DES TROUPES EUROPEENNES D'OCCUPATION EN IRAQ, EN AFGHANISTAN ET AU LIBAN

Des unités militaires de différents pays européens font partie des troupes d'occupation en Iraq, en Afghanistan et, maintenant aussi, au Liban.

Les contingents européens qui restent en Iraq, en premier lieu les britanniques, jouent l'indigne rôle de forces auxiliaires des troupes des Etats-Unis, embourbées dans une guerre coloniale qui provoque des souffrances insupportables au peuple irakien. Les troupes européennes en Afghanistan, faisant face violemment à une rébellion armée qui croît de jour en jour, se consacrent à couvrir l'arrière-garde de l'armée américaine qui ne peut pas déloger ses forces de la guerre d'occupation de l'Iraq.

Cette intervention européenne a comme principal objectif d'obtenir qu'une partie du butin de pétrole et de richesses naturelles de la région aille remplir les caisses des grandes entreprises multinationales européennes.

Dans le cas du Liban, on nous a dit que l'intervention militaire européenne ne poursuit pas autre chose qu'assurer la paix et aider le peuple libanais martyrisé. Nous nous sommes toujours demandé pourquoi, si tel était l'objectif, les troupes européennes n'ont pas été installées en territoire israélien. Après tout, c'est Israël qui a violé les frontières du Liban et a attaqué le peuple de ce pays avec une brutalité génocidaire. La presse a laissé filtrer, en outre, les *Règles Opérationnelles d'Engagement (ROE)* approuvées par l'ONU pour les troupes de la FINUL, qui « *permettent l'utilisation de la force létale, pour empêcher ou éliminer des activités hostiles, y compris le trafic illégal d'armes, de munitions et d'explosifs dans le secteur de responsabilité de la FINUL* ». En passant des mots aux faits, la FINUL a fait savoir le 8 octobre dernier « *qu'elle installera des contrôles de route et procédera à la réquisition d'armes, si l'armée libanaise n'est pas capable de le faire* ».

C'est-à-dire que le véritable objectif de l'intervention militaire européenne au Liban, coordonnée avec les Etats-Unis, est de procéder au désarmement de la Résistance. Cette intervention sert, en même temps, à couvrir le dos à l'armée israélienne, qui peut confortablement concentrer ses forces à des opérations génocidaires à Gaza et en Cisjordanie.

Face à la gravité de la situation, et au nom de la paix et de la fraternité entre les peuples, les soussignés exigent des gouvernements de l'UE le retrait immédiat des troupes européennes de l'Iraq, de l'Afghanistan et du Liban.

**Vous pouvez signer cette pétition auprès du camarade qui vous offre ce journal
ou par e-mail : lct.cwb@gmail.com et campaatropas@yahoo.es**

Premiers signataires :

Carlos Taibo (professeur Universidad Autonoma Madrid), Alfonso Sastre (dramaturge), Eva Forest (éditrice), Joaquín Navarro (juge), Luciano Alzaga (écrivain), Carlos Tena (journaliste), Nines Maestro, Corriente Roja, Iñaki Errazkin, journaliste, Antonio Garrido (psychologue), Carlos Fernández Liria, professeur de philosophie, Universidad Complutense de Madrid, Andrés Linares, cinéaste, Angel de la Cruz, professeur Sciences de l'information, Universidad Complutense de Madrid, Vicente Romano, professeur Sciences de l'information, Universidad Complutense de Madrid, Andrés Sorel, écrivain, Angel Luis Parras, Corriente Roja, Carlo Frabetti, écrivain, Narcisa Pijal, ATRAIE, Irene Amador, anthropologue, Alejandro Andreassi, professeur Universidad Autónoma de Barcelona, Miguel Riera, éditeur, Pilar Díaz Sánchez, historienne, Eudald Carbonell, archéologue, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Joan Tafalla, historien, Santiago Alba, écrivain, Carlos Velasco (professeur Universidade de A Coruña), Roberto Laxe, Corrente Vermella, Manuel Ballester, philosophe, Jose M^a García Mauriño, Miguel Urbano, écrivain, Portugal, Montserrat Ortiz, fonctionnaire, Daniel Albarracín, sociologue, Jose Luis Rodriguez (Arts Graphiques), David de Cabo (Arts Graphiques), Angel Mayordomo (Arts Graphiques), Luisa Matellan Galvan (métallo), Israel Moreno Blanco (Arts Graphiques), Francisca Martin Martin (nettoyage), Irene Blanco Estrecha (nettoyage), Flora M^a Crespo Pedraza (nettoyage), Isabel Alvarez Rodriguez (nettoyage), Julia Blazquez Dosantos (nettoyage), Toribia Casado de Castro (nettoyage), Luis Miguel Juarez (nettoyage), Jesús Bermejo Garrido (Arts Graphiques), Jesús Garcia Santos (Arts Graphiques), Jose Manuel Hernandez de la Fuente (avocat), Pilar Galindo Martinez (boulangère), Mar García Plana (ing. agronome), Agustín Morán Carrillo (sociologue), Lois Leira (syndicaliste CIG), Rosa Ribell Boada, historienne, Mirta Nuñez Díaz-Balart, professeur sciences de l'information, Universidad Complutense de Madrid, Carmelo Suarez, architecte, secrétaire général PCPE, Josep Bel, Cte Telefónica COBAS, Laurentino González, Cte Telefónica COBAS, Felipe Alegria, COBAS, Teo Navarro, Corrent Roja.

Deux syndicalistes de Naval de Gijón emprisonnés... et libérés



Cándido González et Martínez Morala, deux syndicalistes du Courant Syndical de Gauche, ont été condamnés à trois années de prison, accusés d'avoir dirigé les mobilisations contre les Dossiers de Régulation de l'Emploi et de des-

centrer dans la rue, avec leurs camarades, pour empêcher la fermeture des Chantiers Navals de Naval de Gijón.

Dans une des manifestations de mars 2005, il y a eu des incidents et ces travailleurs furent accusés d'avoir endommagé une caméra de vidéo qui contrôlait le trafic urbain et on leur réclama, sur l'initiative du groupe municipal (PSOE-IU), une amende de 5.624 euros. Les preuves apportées étaient des photos truquées, ainsi que des déclarations de policiers infiltrés parmi les manifestants mais qui n'ont déclaré en aucun moment que Cándido et Morala étaient les auteurs matériels de l'incident. Fait étrange, le 28 mars 2006, soit une année après, l'instruction du procès judiciaire n'avait toujours pas commencé. Le 16 juin 2007, Cándido et Morala ont été arrêtés et emprisonnés.

Un communiqué unitaire du 23 juin 2007 pour la liberté de Cándido et Morala, signé par plus de dix syndicats,[§] signale : « On parle beaucoup de la Justice dernièrement. [...] Ce qui est certain, c'est que beaucoup de chefs d'entreprise qui licencient et exploitent les travailleurs, qui font des contrats bidons et reçoivent des subventions frauduleuses des administrations et vivent d'escroquerie, restent en liberté. Par contre, deux travailleurs de plus de 50 ans, qui luttent contre la destruction d'emplois et sont accusés de quelque chose qu'ils n'ont pas fait, sont condamnés à trois ans de prison. Telles sont les lois et leur application dans cette démocratie au service du capitalisme.

Le plus curieux, c'est que le gouvernement municipal de Gijón du couple PSOE-IU a comparu dans la cause pour demander la prison pour ces camarades. Ceci a provoqué qu'Izquierda Unida perde la moitié de ses conseillers municipaux dans les Asturies et que beaucoup de militants du PSOE et d'IU

fassent partie de la Plate-forme pour la liberté de Cándido et Morala. Mais les groupes municipaux de ces partis les ont envoyés en prison. »

Une série de protestations ont eu lieu, non seulement dans tout le pays mais aussi internationalement. A Bruxelles aussi, une manifestation a eu lieu face à la Casa de las Asturias, pour exiger leur liberté.



Enfin, un premier triomphe a été obtenu. Le 6 juillet, les camarades ont pu quitter la prison de Villabona (Asturies). Un communiqué de la Coordinadora Estatal de Co.bas du 10 juillet souligne cette « première victoire importante » et rappelle que « la juge, dans son verdict, reconnaît explicitement que la décision est la conséquence de l'importante mobilisation sociale pour exiger la liberté des camarades ». La Déclaration constate toutefois que cette victoire n'a été possible que, « parce que, derrière cette mobilisation, il y avait la gauche syndicale, l'opposition syndicale contre la bureaucratie de CCOO et UGT. Cette bureaucratie (avec l'exception partielle des dirigeants d'Asturies) a été complice passive de cette persécution indigne, tributaire de ses relais politiques (PSOE et Izquierda Unida) qui ont soutenu honteusement le procès et l'arrestation de Cándido et Morala. »

[§] Coordination Syndical de Madrid, (CSM) Alternative Syndicale de Travailleurs (AST) (Telefónica), Syndicat Autonome de Travailleurs Casa de la Moneda Nouvelle Plate-forme (SATNP), Syndicat Unitaire (SU), Commission de Travailleurs en Assemblée (CTA) (Iberia) et Plate-forme Syndicale (PS) (EMT), Groupe Ouvrier Populaire de Roca (COP), Syndicat Unifié Indépendant de Travailleurs de l'Hôtel Meliá Castilla (SUIT) et Plate-forme Syndicale Indépendante de Blas&cia, S.A (PSI) Confédération Générale de Travailleurs (CGT) Confédération de Solidarité Ouvrière (SO) Syndicat de Commissions de Base (CO.Bas) Syndicat de travailleurs de l'Enseignement (STEs-Intersindical)

En Russie aussi... un jeune militant socialiste a été arrêté à Saratov

Serguey Vilkov a été arrêté le 5 juillet par la division de lutte contre le crime organisé. A cette occasion, il a souffert des lésions physiques et reçu des menaces. Les « gardiens de l'ordre » ont placé un pistolet Makarov avec 8 balles dans le sac Serguey, où ils l'ont par la suite « trouvé ». On l'a inculpé selon la loi « de lutte contre l'extrémisme ».

Nous appelons toutes les organisations de travailleurs et de la jeunesse, les organismes syndicaux et sociaux, à répudier ce fait ainsi que l'activité en général de la police et du pouvoir judiciaire de Saratov. Nous appelons à entourer Serguey Vilkov et sa compagne de solidarité internationale.

(Fax de la Municipalité de Saratov : 007(8452) 26-1877 Fax du pouvoir judiciaire : 007(8452) 78-3418 / 78-3417)

Libérez tous les prisonniers politiques !